

Science politique [Master]

Infos pratiques

- > Composante : Droit et science politique
- > Durée : 2 ans
- > ECTS : 120
- > Ouvert en alternance : Non
- > Formation accessible en : Formation initiale, Formation continue, Formation en apprentissage, Formation continue (contrat de professionnalisation)
- > Formation à distance : Non

Présentation

Parcours proposés

- > [Gestion des collectivités territoriales](#)
- > [Métiers de la solidarité internationale: coopération et ONG](#)
- > [Risques, sécurité et conflits](#)
- > [Sciences sociales du politique et de l'international](#)
- > [Travail politique et parlementaire](#)

Présentation

L'offre de formation pour la rentrée 2026 est en cours de construction. À titre indicatif, vous pouvez consulter [**l'offre 2025-2026**](#).

Le Master de science politique propose une formation approfondie, à la fois diversifiée et spécialisée, ouverte à tous les étudiant.e.s ayant ou non suivi un enseignement complet en science politique au niveau de la Licence. En première année, il vise, dans son socle commun, à renforcer les connaissances des étudiant.e.s à travers des cours généralistes (sociologie des mobilisations, construction des problèmes publics, sociologie politique européenne et de l'international, démocratie et représentation) ou à travers des cours plus spécifiques à leur parcours vers la deuxième année de Master. Il ouvre la voie à une professionnalisation, non seulement vers les divers métiers de la pratique politique (dans les partis politiques, dans les institutions parlementaires, dans les collectivités territoriales, dans les groupes de pression, etc.), mais aussi dans les divers métiers de l'analyse politique, dans le monde académique (enseignement et recherche universitaire) ou en dehors (expertise, journalisme, communication, ONG, etc.).

Le Master s'organise, en première année (Master 1), suivant cinq parcours distincts qui préparent aux cinq parcours de deuxième année (Master 2) : Sociologie politique / sociologie politique de l'international (SPSPI), Travail politique et parlementaire (TPP), Gestion des collectivités territoriales (GCT), Métiers de l'international et de la coopération (MICO) et Risque, sécurité et conflits (RisC).